



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 59.427/VR
du 14 juin 2016

sur

un avant-projet de loi 'portant
assentiment à l'accord de
coopération du 22 avril 2016
entre l'État fédéral et la
Communauté française
concernant les modalités de
financement et de
fonctionnement de la section
internationale de l'École
internationale du SHAPE'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 59.427/VR
van 14 juni 2016

over

een voorontwerp van wet
'houdende instemming met het
samenwerkingsakkoord van
22 april 2016 tussen de
Federale Staat en de Franse
Gemeenschap betreffende de
nadere regels voor de
financiering en de werking van
de internationale afdeling van
de Internationale School van
SHAPE'

Le 17 mai 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Premier Ministre à communiquer un avis, dans un délai trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération du 22 avril 2016 entre l'État fédéral et la Communauté française concernant les modalités de financement et de fonctionnement de la section internationale de l'École internationale du SHAPE'.

L'avant-projet a été examiné en chambres réunies les 7 et 14 juin 2016. Les chambres étaient composées de Marnix VAN DAMME, président de chambre, président, Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Wilfried VAN VAERENBERGH, Luc DETROUX, Wouter PAS et Wanda VOGEL, conseillers d'État, Bernadette VIGNERON et Wim GEURTS, greffiers.

Les rapports ont été présentés par Xavier DELGRANGE, premier auditeur chef de section, et Dries VAN EECKOUTTE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 juin 2016.

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

*

Op 17 mei 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Eerste Minister verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot vijfenveertig dagen ^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 22 april 2016 tussen de Federale Staat en de Franse Gemeenschap betreffende de nadere regels voor de financiering en de werking van de internationale afdeling van de Internationale School van SHAPE'.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 7 en 14 juni 2016. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, voorzitter, Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Wilfried VAN VAERENBERGH, Luc DETROUX, Wouter PAS en Wanda VOGEL, staatsraden, Bernadette VIGNERON en Wim GEURTS, griffiers.

De verslagen zijn uitgebracht door Xavier DELGRANGE, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Dries VAN EECKOUTTE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 juni 2016.

^(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

LA PORTÉE DES AVANT-PROJETS ET DE L'ACCORD DE COOPÉRATION

1. Le Conseil d'État, section de législation, est saisi d'un avant-projet de décret de la Communauté française (59.376/VR/1-2) et d'un avant-projet de loi (59.427/VR/1-2) 'portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral et la Communauté française concernant les modalités de financement et de fonctionnement de la Section internationale de l'École internationale du SHAPE'. Les avis sur ces deux avant-projets sont donnés ce jour.

Par cet accord de coopération, les parties règlent leur participation respective au financement de la reconstruction de la section internationale belge de l'école internationale du SHAPE, de la construction des infrastructures communes définies par l'accord et du contrat de location suivi en 2018 d'un achat des bâtiments temporaires pédagogiques (articles 6 à 13), ainsi que le fonctionnement et le financement de la section internationale belge et de la section maternelle de l'école internationale du SHAPE (articles 14 à 20).

LA COMPÉTENCE DE L'AUTORITÉ FÉDÉRALE ET DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

2.1. Le 12 mai 1967, a été signé l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Quartier Général Suprême des Forces Alliées en Europe 'concernant les conditions particulières d'installation et de fonctionnement de ce Quartier Général sur le territoire du Royaume de Belgique', dont l'article 20 dispose qu'

« [i]l sera procédé, dans le cadre de l'implantation de SHAPE en Belgique, à la création d'une école internationale selon des conditions et modalités à convenir ultérieurement ».

2.2. L'Accord entre la Belgique et le Quartier Général Suprême des Forces alliées en Europe 'concernant l'installation et le fonctionnement de l'École Internationale de ce quartier général', signé le 19 mars 1968 contient par ailleurs les dispositions suivantes :

« Article 1^{er}. L'École Internationale du SHAPE est partie intégrante du SHAPE et comprend le Conseil, la section du service général et les sections pédagogiques. Dans ses contacts avec les Autorités belges, l'École Internationale du SHAPE sera représentée par le SHAPE ».

« Art. 10. a) Chaque pays de l'OTAN peut organiser et administrer sa propre section pédagogique en accord avec les exigences de ses programmes nationaux d'instruction.

b) La Belgique a établi une section pédagogique internationale.

[...] ».

« Art. 11. Les sections pédagogiques sont ouvertes par priorité aux enfants du personnel des États-Majors Interalliés et des unités de soutien. D'autres enfants pourront être admis dans la limite des places disponibles, sous réserve des lois nationales en matière d'instruction et avec accord du Directeur de la section pédagogique dont ils relèvent ».

« Art. 12. Les élèves des pays qui disposent d'une section pédagogique sont normalement inscrits dans cette section.

Les élèves des pays ne disposant pas d'une section pédagogique propre sont inscrits dans la section pédagogique internationale.

[...] ».

2.3. L'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment expose

« qu'il existe un besoin de reconstruire la section internationale belge de l'école internationale du SHAPE »

et

« qu'il est souhaitable afin d'assurer la sécurité juridique du projet de reconstruction que l'État fédéral et la Communauté française définissent les modalités permettant d'assurer correctement et efficacement la reconstruction et ensuite le fonctionnement de la section internationale belge de l'école internationale du SHAPE ».

L'article 1^{er} de l'accord de coopération en cause confirme par ailleurs ce qui suit :

« Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1. École internationale du SHAPE :

L'École internationale du SHAPE est partie intégrante du SHAPE et comprend le Conseil, la section du service général et les sections pédagogiques.

2. Section internationale belge de l'école internationale du SHAPE :

La section pédagogique établie par la Belgique se dénomme 'Section internationale'. Elle comprend une section primaire et une section secondaire et est organisée par la Communauté française.

[...] ».

2.4. Dans la mesure où l'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment a trait à la matière de l'enseignement, il relève de la compétence de la Communauté française en vertu de l'article 127, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la Constitution.

2.5. Il résulte par ailleurs des articles 167 et 182 et suivants de la Constitution, et plus particulièrement de l'article 185 de la Constitution, aux termes duquel « [a]ucune troupe étrangère ne peut être admise au service de l'État, occuper ou traverser le territoire qu'en vertu d'une loi », que la matière de la défense nationale est réservée à l'autorité fédérale par la Constitution. L'école internationale du SHAPE étant, aux termes des accords rappelés ci-dessus, partie intégrante de SHAPE, le législateur fédéral est donc également compétent pour régler le

financement de la reconstruction de la section internationale belge de l'école internationale du SHAPE, qui fait l'objet de l'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment.

2.6. Cette situation peut rendre opportune la conclusion, en la matière, d'un accord de coopération sur la base de l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', qui prévoit que ce type d'accords peut porter « notamment sur la création et la gestion conjointes de services et institutions communs, sur l'exercice conjoint de compétences propres, ou sur le développement d'initiatives en commun ».

Cette conclusion couvre l'exigence de concertation portée par l'article 6, § 3, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980, aux termes duquel

« Une concertation associant les Gouvernements concernés et l'autorité fédérale compétente aura lieu :

[...]

5° pour les travaux à réaliser en faveur des institutions européennes et internationales ».

2.7. Ceci étant, comme la section de législation du Conseil d'Etat l'a rappelé à plusieurs reprises, notamment dans son avis 32.371/VR donné le 23 octobre 2001 sur l'avant-projet devenu la loi du 22 mars 2002 'portant assentiment à l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'État fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la SNCB',

« '[...] les pouvoirs dont sont investis l'État fédéral, les communautés ou les régions, pour effectuer des dépenses dans le cadre de leur politique publique ou sous la forme de subventions octroyées à des institutions de droit public ou de droit privé, sont subordonnés à la compétence matérielle à laquelle ces moyens financiers sont affectés, sous la réserve des exceptions éventuelles prévues par la Constitution ou la loi spéciale' ¹.

De même, le financement d'une politique relève de l'acte de 'régler' la matière dont elle relève ². Une autorité ne peut affecter des moyens financiers à des projets qui ne

¹ Note de bas de page 5 de l'avis cité : Avis 26.248/1 donné le 1^{er} avril 1997 sur un avant-projet de loi 'créant un programme de mise à disposition de chercheurs scientifiques au bénéfice des établissements d'enseignement universitaire et des établissements scientifiques fédéraux', *Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 1022/1. Cet avis renvoie notamment à des avis du 25 janvier 1984, *Doc. parl.*, Chambre, 1983-1984, n° 834/1, pp. 27-29 et 42-46 ; *ibid.*, 1983-1984, n° 834/10 et du 13 octobre 1992, *Doc. parl.*, Sénat, 1992-1993, n° 526/1, pp. 158-159). Voir aussi l'avis 27.394/2 donné le 30 mars 1998, sur un avant-projet de décret 'visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 1997-1998, n° 235-1 ; l'avis 27.777/2 donné le 28 mai 1998 sur un projet de décret 'autorisant le ministre qui a le Budget dans ses attributions à présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret-programme portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l'enseignement et la promotion de la santé', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 1997-1998, n° 247-1, p. 17, qui renvoie à l'avis 27.394/2 précité ; l'avis 29.645/2 donné le 17 novembre 1999 sur un avant-projet de décret-programme 'portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, l'enfance et les fonds structurels', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 1999-2000, n° 32-1 ; l'avis 30.037/2 donné le 24 mai 2000 sur un avant-projet de décret 'portant assentiment de l'accord de coopération du 21 mars 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le refinancement de la Communauté française par la Région wallonne pour un montant de 900 millions de francs par la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur la détermination des modalités de décision dans le cadre des programmes afférents aux Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles', *Doc. parl.*, Parl. Comm. fr., 1999/2000, n° 95/1.

² Note de bas de page 6 de l'avis cité : Cour d'arbitrage, 3 octobre 1996, n° 54/96, cons. B.5 ; C.E., section de législation, avis 31.341/VR donné le 28 février 2001 sur un projet de loi 'modifiant la loi du 30 mars 1995

relèvent pas de ses compétences³. Un accord de coopération ne peut avoir pour effet d'habiliter une autorité incompétente à financer des politiques échappant à son champ de compétence⁴ »⁵.

Ces conditions mises à la possibilité pour des niveaux de conclure des accords de coopération sont liées à la considération générale émise par la Cour constitutionnelle dans de nombreux arrêts, aux termes de laquelle,

« Bien que toute forme de coopération implique inévitablement une limitation de l'autonomie des autorités concernées, la conclusion d'un accord de coopération prévu par l'article 92bis ne peut entraîner un échange, un abandon ou une restitution de compétence ; il s'agirait là d'une violation des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'État fédéral, des Communautés et des Régions »⁶.

2.8. Il en résulte notamment que, lorsqu'un accord de coopération répartit entre les parties le financement des institutions communes qu'il règle, il doit respecter la proportion correspondant à la part de chacune dans les compétences mises en œuvre de manière conjointe. Les montants concernés ou les clés de répartition doivent refléter raisonnablement les sphères de compétences respectives de chaque partie à l'accord⁷.

Les parties à l'accord de coopération à l'examen doivent être en mesure de justifier, à la lumière des considérations qui précèdent, la part qu'elles prennent, selon cet accord, dans le financement et le fonctionnement de la section internationale de l'École internationale du SHAPE.

3.1. Ainsi qu'il ressort du troisième visa du préambule de l'accord de coopération auquel il est envisagé de donner assentiment, le Protocole d'Accord 'relatif à l'Accord entre le SHAPE et la Belgique concernant l'installation et le fonctionnement de l'école internationale de ce quartier général', daté du 13 juillet 1976, est en cours de renégociation. Quant au

concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale', *Doc. parl.*, Chambre, n° 50-0774/10.

³ Note de bas de page 7 de l'avis cité : C.E., avis précité 31.341/VR.

⁴ Note de bas de page 8 de l'avis cité : *Ibid.*

⁵ Avis 32.371/VR donné le 23 octobre 2001 sur l'avant-projet devenu la loi du 22 mars 2002 'portant assentiment à l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'État fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la SNCB', *Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 50-1463/001.

⁶ Jurisprudence inaugurée par l'arrêt n° 17/94 de la Cour constitutionnelle, B.5.3.

⁷ En ce sens : avis 38.197/4 donné le 30 mars 2005 sur un avant-projet devenu la loi du 17 juin 2005 'portant assentiment de (*sic*) la Convention du 4 avril 2003 visant à mettre en œuvre le programme du réseau express régional de, vers, dans et autour de Bruxelles', *Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, n° 51-1911/001, observation formulée sur l'article 28 de la « convention », reproduisant l'avis 35.920/VR donné en chambres réunies sur l'avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 27 mai 2004 'portant assentiment à la Convention du 4 avril 2003 entre l'État, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale visant à mettre en œuvre le programme du réseau express régional de, vers, dans et autour de Bruxelles', *Doc. parl.*, Parl. wall., 2003-2004, n° 721/1, observation formulée sur le même article 28 de la « convention » ; avis 44.897/VR/V donné le 19 août 2008 sur un avant-projet de loi 'portant assentiment à l'accord de coopération entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française et la Région wallonne en matière de lutte contre le tabagisme'.

Memorandum of Understanding du 9 octobre 2012 ‘between 19 NATO member nations and Supreme Headquarters Allied Powers Europe concerning the funding of design and construction of new facilities for the SHAPE International School’, auquel font référence les quatrième et cinquième visas du préambule, la Belgique n’y est pas encore partie⁸.

Comme le Conseil d’État l’a déjà souligné à plusieurs reprises, la nécessité d’un assentiment législatif à un accord de coopération, prévue par l’article 92bis, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 ‘de réformes institutionnelles’, signifie notamment que l’ensemble des obligations auxquelles se soumettent les parties à l’accord soient connues préalablement des législateurs concernés⁹. Les assentiments qu’il est envisagé de donner à l’accord de coopération à l’examen appellent dès lors la réserve suivante : si la renégociation du Protocole d’Accord du 13 juillet 1976 ou l’adhésion de la Belgique au Memorandum of Understanding du 9 octobre 2012 devaient avoir pour effet de créer de nouvelles obligations dans le chef des parties, il s’avérerait nécessaire de conclure un nouvel accord de coopération, qui devrait à son tour recevoir l’assentiment des parlements des parties. La question se pose dès lors s’il ne conviendrait pas d’attendre l’issue de cette renégociation et l’adhésion de la Belgique avant de conclure l’accord de coopération.

3.2. En tout état de cause, afin d’assurer la parfaite information du Parlement fédéral et du Parlement de la Communauté française, il est recommandé de joindre aux avant-projets d’assentiment un exemplaire du Protocole d’Accord du 13 juillet 1976, du Memorandum of Understanding du 9 octobre 2012 et de l’accord BEL-SHAPE du 29 février 2016 ‘concernant la location et l’acquisition des bâtiments temporaires pédagogiques’, accompagnés d’une traduction française et d’une traduction néerlandaise lors du dépôt du projet de loi d’assentiment au Parlement fédéral et d’une traduction française lors du dépôt du projet de décret d’assentiment au Parlement de la Communauté française.

4. C’est sous ces réserves que sont émises les observations particulières qui suivent.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

DISPOSITIF

Articles 10 et 18

Un accord de coopération conclu entre l’autorité fédérale et la Communauté française ne peut imposer d’obligations à une personne relevant d’une autre autorité.

⁸ Le Protocole d’Accord du 13 juillet 1976 n’ayant pas été soumis pour assentiment aux parlements belges et la Belgique n’étant pas partie au Memorandum of Understanding du 9 octobre 2012, ces instruments ne sont pas entrés en vigueur dans l’ordre juridique interne. Les troisième, quatrième et cinquième alinéas du préambule de l’accord de coopération devraient dès lors être rédigés sous la forme, non de visas mais de considérants (*Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 40).

⁹ Avis 53.196/VR/3/4 donné le 27 mai 2013 sur un avant-projet devenu le décret du 20 décembre 2013 ‘houdende instemming met het cultureel samenwerkingsakkoord van 7 december 2012 tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap’, *Doc. parl.*, Parl. fl., 2012-2013, n° 2154/1, p. 27, point 6, et les références citées à la note de bas de page n° 6 de cet avis.

La rédaction des articles 10 et 18 sera revue de manière à éviter que ces dispositions soient lues comme imposant des obligations à des autorités tierces.

Article 13

L'article 13 mentionne, dans ses alinéas 1^{er} et 2, que des frais seront répartis « équitablement » entre les deux parties.

Le terme « équitablement » ne répond pas à l'exigence de précision qui doit caractériser un texte normatif.

Si, comme il ressort des précisions fournies par le fonctionnaire délégué, l'intention est de répartir ces frais de manière égale entre les deux parties, il convient de chaque fois remplacer les mots « seront équitablement partagés » par les mots « seront partagés à concurrence de la moitié ».

Article 19

Aux termes de l'article 19,

« Conformément au [Memorandum of Understanding] de 1976, les parents d'enfant(s) inscrit(s) auprès de la section internationale belge qui appartiennent à une nation qui n'a pas signé ce MOU, doivent payer au SHAPE un 'International Tuition Fee' correspondant à la participation de leur(s) enfant(s) aux coûts de fonctionnement communs de l'école internationale ».

En vertu de l'article 24, § 3, de la Constitution, tout minerval est interdit dans l'enseignement obligatoire.

Certes, dans son arrêt n° 12/94 du 3 février 1994, la Cour constitutionnelle a considéré que cette disposition n'était pas applicable aux écoles européennes pour la raison suivante :

« B.7.4. Les Écoles européennes sont organisées par ou en vertu d'accords de droit international et sont administrées par un organe supranational agissant en tant que pouvoir organisateur.

Ces Écoles sont principalement financées par le biais des contributions versées par les Parties contractantes sur la base de la répartition des charges effectuée par le Conseil supérieur, conformément à l'article 26, 1), du Statut de l'Ecole européenne. Le fait que l'État belge soit tenu, en vertu de l'accord conclu le 12 octobre 1962 avec le Conseil supérieur de l'École européenne conformément à l'article 28 du Statut, de mettre à disposition des bâtiments scolaires, de les entretenir, de les assurer et de les équiper en mobilier et matériel didactique ne permet pas de conclure qu'il s'agit en l'espèce d'un établissement subventionné par les pouvoirs publics et auquel la garantie de l'article 17, § 3, de la Constitution serait applicable.

En raison de leur statut particulier, les Écoles européennes ne peuvent donc être considérées comme dispensant un enseignement dont l'accès doit être gratuit conformément à l'article 17, § 3, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, de la Constitution ».

Ce raisonnement ne peut être transposé à l'école internationale du SHAPE. En effet, en vertu de l'article 10 de l'Accord entre la Belgique et le Quartier Général Suprême des Forces alliées en Europe 'concernant l'installation et le fonctionnement de l'Ecole Internationale de ce quartier général, signé le 19 mars 1968',

« a) Chaque pays de l'OTAN peut organiser et administrer sa propre section pédagogique en accord avec les exigences de ses programmes nationaux d'instruction.

b) La Belgique a établi une section pédagogique internationale ».

Il en résulte que la section pédagogique internationale du SHAPE, qui fait l'objet de l'accord de coopération examiné, est organisée par l'État belge et, depuis la communautarisation de l'enseignement intervenue en 1988, par la Communauté française, qui a succédé à l'autorité fédérale, ainsi que le rappelle l'article 1^{er}, 2^o, de l'accord examiné.

Il s'ensuit que l'article 19 de l'accord de coopération viole l'article 24, § 3, de la Constitution. Cette disposition doit par conséquent être omise.

Article 20

L'article 20 prévoit une priorité d'inscription qui déroge à la règle générale applicable en la matière en Communauté française. Le texte doit être clarifié et faire l'objet d'une nouvelle formulation en ce sens. Il gagnerait à être inséré au sein des décrets pertinents de la Communauté française. S'agissant de l'enseignement secondaire, il s'agit du décret du 24 juillet 1997 'définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre', tel qu'il a été modifié par le décret du 18 mars 2010 'modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en ce qui concerne les inscriptions en première année du secondaire'.

Ce ne serait admissible que si est apportée une justification au dispositif dérogatoire résultant des deux alinéas de l'article 20 au regard des principes d'égalité et de non-discrimination consacrés par les articles 10, 11, 24, § 4, et 191 de la Constitution.

OBSERVATION FINALE

La qualité rédactionnelle de l'accord de coopération laisse à désirer. Les deux versions linguistiques de cet accord seront soigneusement revues.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN DE VOORONTWERPEN EN VAN HET SAMENWERKINGSAKKOORD

1. De afdeling Wetgeving van de Raad van State is om advies verzocht over een voorontwerp van decreet van de Franse Gemeenschap (59.376/VR/1-2) en over een voorontwerp van wet (59.427/VR/1-2) ‘houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Franse Gemeenschap betreffende de nadere regels voor de financiering en de werking van de internationale afdeling van de Internationale School van SHAPE’. Over die twee voorontwerpen wordt vandaag advies gegeven.

Bij dat samenwerkingsakkoord regelen de partijen hun respectieve bijdrage in de financiering van de heropbouw van de Belgische internationale afdeling van de internationale school van SHAPE, de bouw van de gemeenschappelijke infrastructuur die wordt omschreven in het akkoord en van het huurcontract, in 2018 gevolgd door de aankoop van de tijdelijke pedagogische gebouwen (artikelen 6 tot 13), alsook de werking en de financiering van de Belgische internationale afdeling en van de kleuterafdeling van de internationale school van SHAPE (artikelen 14 tot 20).

BEVOEGDHEID VAN DE FEDERALE OVERHEID EN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

2.1. Op 12 mei 1967 werd de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Algemeen Hoofdkwartier van de Geallieerde Strijdkrachten in Europa ‘inzake de bijzondere voorwaarden voor de vestiging en het functioneren van dit Hoofdkwartier op het grondgebied van het Koninkrijk België’ ondertekend, waarvan artikel 20 het volgende bepaalt:

“In het raam van de vestiging van SHAPE in België, zal een internationale school worden opgericht overeenkomstig later vast te stellen voorwaarden en modaliteiten.”

2.2. Het Akkoord tussen België en het Algemeen Hoofdkwartier van de Geallieerde Strijdkrachten in Europa ‘inzake de oprichting en de werking van de Internationale School van dit hoofdkwartier’, ondertekend op 19 maart 1968, bevat voorts de volgende bepalingen:

“Artikel 1. De Internationale School van SHAPE maakt integrerend deel uit van SHAPE en omvat de Raad, de sectie algemene diensten en de pedagogische secties. In haar betrekkingen met de Belgische Autoriteiten, zal de Internationale School van Shape vertegenwoordigd worden door SHAPE.”

“Art. 10. a) Elk land van de NAVO mag een eigen pedagogische sectie oprichten en beheren die aan de vereisten van zijn nationale onderwijsprogramma's voldoet.

b) België heeft een internationale pedagogische sectie opgericht.

(...)”.

“Art. 11. De pedagogische secties worden bij voorrang opengesteld voor de kinderen van het personeel van de Geallieerde Hoofdkwartieren alsmede van de steuneenheden. Andere kinderen kunnen worden toegelaten voor zover er plaatsen beschikbaar zijn en mits aan de nationale wetten op het stuk van onderwijs wordt voldaan en de toestemming bekomen wordt van de Directeur der pedagogische sectie waaronder de kinderen ressorteren.”

“Art. 12. Leerlingen van landen met een eigen pedagogische sectie worden normaal in die sectie ingeschreven.

Leerlingen van landen die geen eigen pedagogische sectie hebben worden ingeschreven in de internationale pedagogische sectie.

(...)”.

2.3. In het samenwerkingsakkoord waarmee instemming wordt verleend, wordt uiteengezet

“dat er een behoefte is om de Belgische internationale afdeling van de internationale school van SHAPE herop te bouwen”

en

“dat het wenselijk is, om de rechtszekerheid van het heropbouwproject te verzekeren, dat de federale staat en de Franse Gemeenschap de nadere regels bepalen voor de correcte en efficiënte heropbouw en nadien de werking van de Belgische internationale afdeling van de internationale school van SHAPE.”

In artikel 1 van het samenwerkingsakkoord in kwestie wordt overigens het volgende bevestigd:

“Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder:

1. Internationale school van SHAPE:

de internationale school van SHAPE maakt integraal deel uit van SHAPE en omvat de Raad, de afdeling algemene diensten en de pedagogische afdelingen.

2. Belgische internationale afdeling van de internationale school van SHAPE:

de pedagogische afdeling die door België werd opgericht, noemt zich ‘internationale afdeling’. Ze omvat een basisafdeling en een middelbare afdeling en wordt door de Franse Gemeenschap georganiseerd.

(...)”.

2.4. Aangezien het samenwerkingsakkoord waarmee instemming wordt verleend betrekking heeft op de onderwijsmaterie, valt het krachtens artikel 127, § 1, eerste lid, 2°, van de Grondwet, onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap.

2.5. Dat de landsverdediging een aangelegenheid is waarvoor krachtens de Grondwet alleen de federale overheid bevoegd is, blijkt daarnaast uit de artikelen 167 en 182 en volgende van de Grondwet, en meer bepaald uit artikel 185 van de Grondwet, dat als volgt luidt: “Vreemde troepen mogen niet dan krachtens een wet tot de dienst van de Staat worden toegelaten, het grondgebied bezetten of er doorheen trekken.” Aangezien de internationale school van SHAPE, luidens de hierboven aangehaalde akkoorden, integraal deel uitmaakt van ²SHAPE, is de federale wetgever dus eveneens bevoegd voor het regelen van de financiering van de heropbouw van de Belgische internationale afdeling van de internationale school van SHAPE, wat het voorwerp is van het samenwerkingsakkoord waarmee instemming wordt verleend.

2.6. Doordat de zaken zo staan, kan het raadzaam zijn in deze aangelegenheid een samenwerkingsakkoord te sluiten op basis van artikel 92bis, § 1, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ waarin wordt bepaald dat dit type akkoorden “onder meer betrekking [kan] hebben op de gezamenlijke oprichting en het gezamenlijk beheer van gemeenschappelijke diensten en instellingen, op het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden, of op de gemeenschappelijke ontwikkeling van initiatieven.”

Die conclusie doelt op het overlegvereiste, vastgelegd bij artikel 6, § 3, 5°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, dat als volgt luidt:

“Er wordt overleg gepleegd tussen de betrokken Regeringen en de bevoegde federale overheid:

(...)

5° voor de werken uit te voeren ten behoeve van Europese en internationale instellingen.”

2.7. Met dat al heeft de afdeling Wetgeving van de Raad van State meermaals, onder andere in advies 32.371/VR van 23 oktober 2001 over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 22 maart 2002 ‘houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het meerjarig investeringsplan 2001-2012 van de NMBS’ op het volgende gewezen:

“ ‘(...) de bevoegdheid van de federale staat, de gemeenschappen of de gewesten om uitgaven te doen in het kader van hun overheidsbeleid of onder de vorm van subsidies aan publiekrechtelijke of privaatrechtelijke instellingen, is afhankelijk van de materiële bevoegdheid waartoe die geldmiddelen zijn bestemd, onder voorbehoud van eventuele uitzonderingen bepaald bij de Grondwet of de bijzondere wet’.¹

¹ Voetnoot 5 van het aangehaalde advies: Advies 26.248/1, gegeven op 1 april 1997 over een voorontwerp van wet ‘tot instelling van een programma voor de terbeschikkingstelling van wetenschappelijke onderzoekers ten bate van de universitaire onderwijsinstellingen en de federale wetenschappelijke instellingen’ (*Gedr. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 1022/1). In dit advies wordt onder meer verwezen naar adviezen van 25 januari 1984 (*Gedr. St.*, Kamer, 834 (1983-1984), nr. 1, blz. 27-29 en 42-46; *ibidem*, 834 (1983-1984), nr. 10) en van 13 oktober 1992 (*Gedr. St.*, Senaat, 526-1 (1992-1993), blz. 158-159). Zie ook advies 27.394/2, gegeven op 30 maart 1998, over een voorontwerp van decreet ‘visant à assurer à tous les élèves des chances égales d’émancipation sociale, notamment par la mise en oeuvre de discriminations positives’ (*Doc. parl.*, C.C.F., zitting 1997-1998, nr. 235-1); advies 27.777/2 van 28 mei 1998 over een ontwerp van decreet ‘autorisant le ministre qui a le Budget dans ses attributions à présenter au Parlement de la Communauté française le projet de décret-programme portant diverses mesures concernant la gestion budgétaire, les fonds budgétaires, les bâtiments scolaires, l’enseignement et la promotion de la santé’ (*Doc. parl.*, C.C.F., 1997-1998, nr. 247-1, blz. 17), waarin wordt verwezen naar voormeld advies 27.394/2; advies 29.645/2,

Evenzo behoort de financiering van een beleid tot 'het regelen' van de aangelegenheid waaronder het ressorteert.² Een overheid kan geen financiële middelen besteden aan projecten waarvoor ze niet bevoegd is.³ Een samenwerkingsakkoord mag niet tot gevolg hebben een niet-bevoegde overheid te machtigen om een beleid te financieren dat buiten haar bevoegdheid valt^{4,5}.

Die voorwaarden waaronder de onderscheiden bevoegdheidsniveaus samenwerkingsakkoorden kunnen sluiten, houden verband met de algemene overweging die het Grondwettelijk Hof in veel arresten geformuleerd heeft en die als volgt luidt:

"Hoewel elke vorm van samenwerking onvermijdelijk een beperking van de autonomie van de betrokken overheden impliceert, mag het sluiten van een samenwerkingsakkoord waarin voormeld artikel 92bis voorziet, niet een uitwisseling, een afstand of een teruggave van bevoegdheden tot gevolg hebben; dit ware een schending van de door of krachtens de Grondwet bepaalde regels voor het vaststellen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten."⁶

2.8. Daaruit vloeit inzonderheid voort dat wanneer een samenwerkingsakkoord voorziet in een regeling voor de financiering van de gemeenschappelijke instellingen en de kosten daarbij worden verdeeld over de partijen, het aandeel van elke partij bepaald dient te worden in verhouding tot haar deel van de gezamenlijk uitgeoefende bevoegdheden. De bedragen in kwestie en de verdeelsleutels moeten op een redelijke wijze de respectieve bevoegdheidssferen van elke partij bij het akkoord weerspiegelen.⁷

gegeven op 17 november 1999 over een voorontwerp van programmadecreet 'portant diverses mesures concernant les fonds budgétaires, l'enseignement, l'enfance et les fonds structurels' (*Doc. parl.*, C.C.F., zitting 1999-2000, nr. 32-1); advies 30.037/2, gegeven op 24 mei 2000 over een voorontwerp van decreet 'portant assentiment de l'accord de coopération du 21 mars 2000 entre la Communauté française et la Région wallonne portant sur le refinancement de la Communauté française par la Région wallonne pour un montant de 900 millions de francs par la coopération dans le cadre de politiques croisées, sur la détermination des modalités de décision dans le cadre des programmes afférents aux Fonds structurels européens et sur le développement des entreprises culturelles' (*Doc. parl.*, C.C.F., zitting 1999-2000, nr. 95/1).

² Voetnoot 6 van het aangehaalde advies: Arbitragehof, 3 oktober 1996, nr. 54/96, overw. B.5.; RvS, afdeling wetgeving, advies 31.341/VR, gegeven op 28 februari 2001, over een ontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisieomroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad' (Kamer, *Gedr. St.*, nr. 50-0774/10).

³ Voetnoot 7 van het aangehaalde advies: RvS, voormeld advies 31.341/VR.

⁴ Voetnoot 8 van het aangehaalde advies: *Ibidem*.

⁵ Advies 32.371/VR, op 23 oktober 2001 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 22 maart 2002 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het meerjarig investeringsplan 2001-2012 van de NMBS', *Parl.St.* Kamer 2001-02, nr. 50-1463/1.

⁶ Die rechtspraak is tot stand gebracht in arrest nr. 17/94 van het Grondwettelijk Hof, B.5.3.

⁷ In die zin: advies 38.197/4, op 30 maart 2005 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 17 juni 2005 'houdende instemming met de Overeenkomst van 4 april 2003 met het oog op de verwezenlijking van het programma van het gewestelijk expresnet van, naar, in en rond Brussel', *Parl.St.* Kamer 2004-05, nr. 51-1911/1, de opmerking over artikel 28 van de "overeenkomst", in welk advies advies 35.920/VR overgenomen is dat in verenigde kamers is gegeven over het voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van het Waals Gewest van 27 mei 2004 'houdende instemming met de Overeenkomst van 4 april 2003 tussen de federale Overheid, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de verwezenlijking van het programma van het Gewestelijk Expresnet van, naar, in en rond Brussel', *Parl.St.* W.Parl. 2003-04, nr. 721/1, opmerking over hetzelfde artikel 28 van de "overeenkomst"; advies 44.897/VR/V, op 19 augustus 2008 gegeven over een voorontwerp van wet 'houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, de

De partijen bij het voorliggende samenwerkingsakkoord moeten in het licht van de voorgaande overwegingen kunnen aantonen wat volgens dat akkoord hun aandeel is in de financiering en de werking van de internationale afdeling van de internationale school van SHAPE.

3.1. Zoals blijkt uit het derde lid van de aanhef van het samenwerkingsakkoord waarmee instemming wordt verleend, is het protocolakkoord ‘betreffende de overeenkomst tussen SHAPE en België inzake de oprichting en de werking van de Internationale School van dit hoofdkwartier’ d.d. 13 juli 1976 in heronderhandeling. Wat betreft het Memorandum of Understanding van 9 oktober 2012 ‘between 19 NATO member nations and Supreme Headquarters Allied Powers Europe concerning the funding of design and construction of new facilities for the SHAPE International School’ waarnaar in het vierde en het vijfde lid van de aanhef wordt verwezen, moet worden opgemerkt dat België daarbij nog geen partijs is.⁸

Zoals de Raad van State reeds herhaaldelijk heeft onderstreept, betekent de noodzaak van wetgevende instemming met een samenwerkingsakkoord in de zin van artikel 92bis, § 1, tweede lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ onder meer dat de gezamenlijke verplichtingen die de partijen bij het akkoord op zich nemen vooraf door de wetgevers in kwestie gekend moet zijn.⁹ Bij de instemmingen die men wil verlenen aan het voorliggende samenwerkingsakkoord behoort derhalve het volgende voorbehoud te worden gemaakt: als de heronderhandeling van het protocolakkoord van 13 juli 1976 of de toetreding van België tot het Memorandum of Understanding van 9 oktober 2012 tot gevolg zou hebben dat nieuwe verplichtingen ontstaan voor de partijen, zou het nodig blijken een nieuw samenwerkingsakkoord te sluiten dat op zijn beurt de instemming zou vereisen van de parlementen van de partijen. De vraag rijst derhalve of het niet beter zou zijn de afloop van die heronderhandeling en de toetreding van België af te wachten alvorens het samenwerkingsakkoord te sluiten.

3.2. Ter wille van een zo goed mogelijke voorlichting van het federale Parlement en het Parlement van de Franse Gemeenschap verdient het hoe dan ook aanbeveling om bij de voorontwerpen tot instemming een exemplaar te voegen van het protocolakkoord van 13 juli 1976, van het Memorandum of Understanding van 9 oktober 2012 en van de BEL-SHAPE-overeenkomst van 29 februari 2016 ‘betreffende de huur en de aankoop van de tijdelijke pedagogische gebouwen’ samen met een Nederlandse en een Franse vertaling wanneer

Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschapscommissie, en het Waalse Gewest over de bestrijding van het tabaksgebruik’.

⁸ Aangezien het protocolakkoord van 13 juli 1976 niet om instemming aan de Belgische parlementen voorgelegd is en aangezien België geen partij is bij het Memorandum of Understanding van 9 oktober 2012, zijn die instrumenten nog niet inwerking getreden in de interne rechtsorde. Het derde tot het vijfde lid van de aanhef van het samenwerkingsakkoord dienen derhalve te worden geredigeerd in de vorm van overwegingen en niet in de vorm van aanhefverwijzingen (*Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 40).

⁹ Advies 53.196/VR/3/4, op 27 mei 2013 gegeven over een voorontwerp dat geleid heeft tot het decreet van 20 december 2013 ‘houdende instemming met het cultureel samenwerkingsakkoord van 7 december 2012 tussen de Vlaamse Gemeenschap en de Franse Gemeenschap’, *Parl.St.* VI.Parl. 2012-13, nr. 2154/1, 27, punt 6 en de verwijzingen in voetnoot 6 van dat advies.

het ontwerp van instemmingswet wordt ingediend bij het federale Parlement en samen met een Franse vertaling wanneer het ontwerp van instemmingsdecreet wordt ingediend bij het Parlement van de Franse Gemeenschap.

4. De hiernavolgende bijzondere opmerkingen worden onder voorbehoud van de bovenstaande opmerkingen gegeven.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

DISPOSITIEF

Artikelen 10 en 18

In een samenwerkingsakkoord dat tussen de federale overheid en de Franse Gemeenschap wordt gesloten mogen geen verplichtingen worden opgelegd aan een persoon die onder de bevoegdheid van een andere overheid valt.

De redactie van de artikelen 10 en 18 moet worden herzien zodat wordt vermeden dat die bepalingen aldus worden begrepen dat ze verplichtingen opleggen aan derde overheden.

Artikel 13

In het eerste en het tweede lid van artikel 13 wordt vermeld dat de kosten “op billijke wijze” worden verdeeld tussen beide partijen.

De uitdrukking “op billijke wijze” voldoet niet aan het nauwkeurigheidsvereiste dat kenmerkend is voor een regelgevende tekst.

Indien het, zoals uit de door de gemachtigde ambtenaar verschaftte toelichting blijkt, de bedoeling is om die kosten gelijkelijk over beide partijen te verdelen, dienen de woorden “op billijke wijze tussen (...) worden verdeeld” telkens te worden vervangen door de woorden “gelijkelijk over (...) worden verdeeld”.

Artikel 19

Artikel 19 luidt als volgt:

“Overeenkomstig het [Memorandum of Understanding] van 1976 zijn de ouders van kind(eren) ingeschreven in de Belgische internationale afdeling die toebehoren aan een natie die het MOU niet heeft ondertekend, een ‘International Tuition Fee’ verschuldigd aan SHAPE die de deelname bekostigt van hun kind(eren) aan de gemeenschappelijke werkingskosten van de internationale school.”

Krachtens artikel 24, § 3, van de Grondwet is schoolgeld verboden in het leerplichtonderwijs.

In arrest nr. 12/94 van 3 februari 1994 heeft het Grondwettelijk Hof weliswaar geoordeeld dat die bepaling niet van toepassing was op de Europese scholen, en wel om de volgende reden:

“B.7.4. De Europese Scholen zijn ingericht door of krachtens internationaalrechtelijke akkoorden en worden beheerd door een supranationaal orgaan dat als inrichtende macht fungeert.

Die Scholen worden in hoofdzaak gefinancierd door middel van bijdragen gestort door de Verdragsluitende Partijen op basis van de door de Raad van Bestuur vastgelegde verdeling van de financiële lasten, overeenkomstig artikel 26, 1), van het Statuut van de Europese School. Dat de Belgische Staat, op grond van het akkoord dat op 12 oktober 1962 met de Raad van Bestuur van de Europese School werd gesloten overeenkomstig artikel 28 van het Statuut, ertoe gehouden is de schoolgebouwen ter beschikking te stellen en die te onderhouden, te verzekeren en uit te rusten met meubilering en didactisch materiaal, laat nog niet toe te besluiten dat het ten deze gaat om een door de overheid gesubsidieerde instelling waarvoor de waarborg van artikel 17, § 3, van de Grondwet zou gelden.

De Europese Scholen kunnen dus vanwege hun bijzonder statuut niet worden gerekend tot het onderwijs waarvan de toegang overeenkomstig artikel 17, § 3, eerste lid, tweede zin, van de Grondwet kosteloos moet zijn.”

Die redenering gaat niet op voor de internationale school van SHAPE. Artikel 10 van het Akkoord tussen België en het Algemeen Hoofdkwartier van de Geallieerde Strijdkrachten in Europa ‘inzake de oprichting en de werking van de Internationale School van dit hoofdkwartier, ondertekend op 19 maart 1968’ luidt immers als volgt:

“a) Elk land van de NAVO mag een eigen pedagogische sectie oprichten en beheren die aan de vereisten van zijn nationale onderwijsprogramma’s voldoet;

b) België heeft een internationale pedagogische sectie opgericht.

(...)”

Daaruit volgt dat de internationale pedagogische sectie van SHAPE waarover het voorliggende samenwerkingsakkoord handelt, georganiseerd wordt door de Belgische staat en, sinds de communautarisering van het onderwijs in 1988, door de Franse Gemeenschap, die de federale overheid heeft opgevolgd, zoals in herinnering wordt gebracht door artikel 1, 2°, van het voorliggende akkoord.

Daaruit volgt dat artikel 19 van het samenwerkingsakkoord artikel 24, § 3, van de Grondwet schendt. Die bepaling moet derhalve vervallen.

Artikel 20

Artikel 20 voorziet in een prioriteitsregel inzake inschrijving die afwijkt van de algemene regel die ter zake in de Franse Gemeenschap geldt. De tekst dient te worden verduidelijkt en moet dienovereenkomstig worden geherformuleerd. Hij zou beter in de relevante decreten van de Franse Gemeenschap ingevoegd worden. Wat het secundair onderwijs betreft, gaat het om het decreet van 24 juli 1997 ‘dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te

voeren', zoals gewijzigd bij het decreet van 18 maart 2010 'tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, op het gebied van de inschrijvingen in het eerste jaar van het secundair onderwijs'.

Dat zou alleen aanvaard kunnen worden wanneer voor de afwijkende regeling die blijkt uit de twee leden van artikel 20 een verantwoording wordt gegeven in het licht van de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie, vastgelegd in de artikelen 10, 11, 24, § 4, en 191 van de Grondwet.

SLOTOPMERKING

De redactionele kwaliteit van het samenwerkingsakkoord laat te wensen over. Beide taalversies van dat akkoord moeten zorgvuldig worden herzien.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON

Pierre VANDERNOOT

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Wim GEURTS

Marnix VAN DAMME